

PROVINCES

provinces.union@sonapresse.com

Cap-Estérias : construction des logements des enseignants de l'école publique

UNE initiative du député de la localité, l'ancien ministre de l'Economie, Jean-Marie Ogandaga.

Christian KOUIGA
Cap-Estérias/Gabon

DEPUIS des années, l'école publique du Cap-Estérias (nord de Libreville) fait face à un déficit en logements des enseignants. De sorte que les instituteurs souvent affectés là-bas ont toujours refusé, dans leur majorité, de s'y rendre en mettant en avant les "difficiles conditions de logement". Ceux qui prennent leur courage à deux mains n'ont pas toujours eu d'autre choix que de "prendre en otage une salle de classe qu'ils transforment en chambre". Une situation gênante à bien des

égards. Aussi, conscient de ce que "le Gabon de demain passe par une bonne formation de sa jeunesse", le député dudit siège électoral, Jean-Marie Ogandaga, a-t-il décidé, samedi dernier, à la faveur d'une cérémonie organisée à l'école publique du Cap-Estérias, en présence de la notabilité locale et de plusieurs élèves, de relever le défi de construire des logements "dignes et modernes" pour les maîtres de cet établissement scolaire.

"Député et fils de cette localité, qui a de surcroît appris dans cette école, je prends l'engagement solennel, avec effet immédiat, d'ériger, pour commencer, deux belles petites villas pour les enseignants. C'est ma façon de contribuer au développement de notre localité, et de participer encore et toujours à la politique du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, qui accorde une



Jean-Marie Ogandaga pose la première pierre des logements de l'école publique du Cap-Estérias.

place de choix à la formation de la jeunesse gabonaise", a déclaré l'honorable Ogandaga.

Lequel a ensuite procédé à la pose de la première pierre, synonyme de démarrage des travaux dont les matériaux

de construction (ferraille, briques, ciment, gravier, sable, tôles bac...) étaient visibles sur les lieux.

Franceville/PDG : 2e journée fédérale d'études politiques au 3e arrondissement



Les hiérarques locaux PDG, après leurs échanges au 3e arrondissement.

UN plus pour les militants de ce siège politique à Masuku.

Guy MADJOUPA-SANGOUETABA
Franceville/Gabon

POUR leur deuxième sortie dans le cadre des "Journées fédérales d'études politiques", les militants du Parti démocratique gabonais (PDG) de la fédération Albert-Ngouamizokou du 3e arrondissement de Franceville, étaient réunis le week-end écoulé à la case d'écoute du quar-

tier Mangoungou. Des retrouvailles politiques placées sous le thème: "rôle du militant", ont eu lieu en présence de tous les statutaires. Notamment les membres du bureau de la fédération et ceux des sections et des comités. Les travaux supervisés par les membres du bureau politique Vincent de Paul Massassa et Mavy Larosa Abouna ont eu d'abord comme premier interve-

nant, le secrétaire fédéral, Hugues Rodrigue Matokou Lemboumba. Lequel a lu la note d'orientation instituant ces journées fédérales. Puis de la secrétaire nationale en charge de l'animation politique dans le Haut-Ogooué, Clémence Loupdy Matiga. Celle-ci a tenu à établir, d'entrée, la différence qu'il y a entre un adhérent (personne régulièrement affiliée au parti) et un militant (qui, lui, est un adhérent actif). C'est-à-dire, "celui qui doit donner de sa force, de son temps et de ses capacités au parti dont il doit défendre l'idéologie et le président", a-t-elle expliqué. Ensuite, place est faite à un échange interactif entre le bureau mis en place pour cette Journée fédérale et tous les autres participants à cette séance d'études politiques. Un débat assez ouvert entre des "camarades" que le membre du bureau politique, Vincent de Paul Massassa, a invité à rester toujours mobilisés. Ce séminaire s'est déroulé en présence du secrétaire national pour la province de l'Ogooué Lolo, Christian Louembe Onguengue.

Mbigou : caravane du Samu social



Mbigou, pendant le passage du Samu social.

BB
Mbigou/Gabon

LE Samu social gabonais était dernièrement à Mbigou, chef-lieu du département de la Boumi-Louetsi, province de la Ngounié. Le but est de faire bénéficier aux populations de cette ville de l'arrière-pays, des consultations médicales et des soins gratuits. À cette occasion, diverses prestations ont été offertes en médecine générale, ophtalmologie, gynécologie, maladies bucco-dentaires... "Cette caravane de santé est une très bonne chose. Ça fait longtemps que Mbigou n'avait plus bénéficié d'une telle opportunité", a déclaré un notable, satisfait de l'initiative. Seul bémol toutefois: la caravane médicale n'a duré qu'une seule journée. Ce qui n'a pas été profitable à tout le monde. Un grand nombre de riverains n'ayant, en effet, pas pu se faire consulter ni bénéficier de soins gratuits. Une situation imputable au "manque de communication". L'annonce de l'arrivée du Samu social à Mbigou n'ayant pas été bien relayée. Et un notable resté sur sa faim d'ironiser: "si c'est pour le buzz, ils ont certainement réussi leur coup. Mais, si c'est pour atteindre un grand nombre, c'est un fiasco". Avant d'ajouter que "le Samu gabonais gagnerait à s'inspirer de la manière dont se font les campagnes de santé militaire en milieu rural. Il faut, en amont, une large sensibilisation et communication. Ensuite adopter une certaine tolérance lors des consultations. Car, consulter un citadin et un rural ce n'est pas la même chose".